



DEFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE



Rapport annuel 2017

L'équipe d'Aspasie

Coordination

Isabelle Boillat, Pénélope Giacardy,
Marianne Schweizer (-->02/17) ;

Secrétariat administratif

Isabelle Lauper ;

Soutien & Accompagnement

Caroline Gomez Keizer, Maya Pfiffner ;

Programme Indoor

Mireille Wehrli (coordinatrice), Rafaela
Machado, Yamada Nakaoka, Mirjam
Palanca, Gaëtane Wacker (-->07/17),
Diane Zwyygart ;

Programme Outdoor/Male Sex Work

Eric Chevalier (coordinateur), Sarita
Dumitriu ;

Médiatrices

Judith Aregger, Gil Boesch, Tatiana
Caraulean ;

Communication

Michel-Félix de Vidas (-->08/17) ;

Chargé de projet web

Fabian Chapot ;

Bénévoles

Eva-Luna Perez Cruz, Martine Ruchat,
Carla Schiess, Jehane Zouyene ;

Agente d'entretien

Fernanda de Oliveira Rodriguez ;

Stagiaire

Magali Bonnet, HETS ;



Grâce à son expertise depuis 1982, Aspasie conseille et oriente toute personne exerçant le travail du sexe - Défend les droits fondamentaux et les intérêts des travailleur.se.s du sexe - Œuvre à la promotion de la santé et la prévention du VIH et des IST - Lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle - Combat la stigmatisation et l'exclusion sociale.

*Aspasie travaille de concert avec son association sœur **Boulevards**.*

Edito

Les temps sont durs. Les conditions d'exercice des travailleur.se.s du sexe ont tendance à se dégrader. La concurrence est rude et les contraintes grandissantes. La précarité augmente et un sentiment d'insécurité est de plus en plus ressenti, surtout pour les travailleuses du sexe qui exercent dans la rue, aux Pâquis ou sur le Boulevard Helvétique.

En 2017, nous avons réorganisé nos actions et initié de nouveaux projets afin de répondre au mieux à ces enjeux. Nous avons renforcé notre présence sur le terrain et mis à profit nos compétences internes pour proposer de nouvelles actions (mise en place d'un pôle santé et d'une offre gratuite de dépistage, élaboration d'un nouveau site Internet pour les TDS, organisation de cours de français, etc.).

Grâce au soutien renouvelé de l'OFSP, nous avons pu développer le projet « Sex Work Migrations et Vulnérabilités » sur l'Arc lémanique. En partenariat avec Fleur de Pavé à Lausanne, ce projet aboutit à construire un réseau de collaborations et d'échanges entre les structures romandes d'accueil et d'accompagnement des travailleur.se.s du sexe, en parallèle avec la mise en place d'actions visant à améliorer l'accès aux soins et au dépistage, notamment pour celles et ceux dont les vulnérabilités au VIH et aux IST sont accrues. Malgré des programmes fédéraux qui préconisent de faciliter l'accès aux structures de soins pour des populations cibles, les réalités cantonales sont souvent autres et les difficultés demeurent nombreuses.

Suivant des recommandations de la Cour des Comptes en 2014, une révision de la LProst GE a été adoptée en mai, et instaure deux mesures clés. La première consiste en la mise en place de séances d'information obligatoires pour les TDS qui souhaitent débiter leur activité à Genève. La seconde inscrit l'exigence supplémentaire qui incombe aux personnes qui souhaitent exploiter un salon, puisqu'un préavis favorable du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie est dorénavant nécessaire. En revanche, et malgré une recommandation de la Cour des Comptes dans ce sens, le Conseil d'Etat a refusé d'autoriser à nouveau deux TDS à exercer dans un même local sans se constituer en salon.

L'obligation d'obtenir un bail commercial est un obstacle à l'autonomie dans le travail du sexe et va inexorablement entraîner la fermeture de petites structures au profit de grands salons genevois, au sein desquels les contraintes exercées sur les travailleuses sont plus nombreuses, et les profits des tiers plus élevés.

*Nos actions visent toujours à renforcer les capacités des travailleur.se.s du sexe face à toute forme de contraintes, de violences ou d'exploitation. Nous craignons que ce cadre légal n'aille pas dans ce sens. Années après années, depuis 35 ans qu'Aspasie existe, nous continuons et continuerons donc à nous engager et à nous battre pour que le travail du sexe puisse s'exercer dans un cadre qui favorise l'**autonomie**, la **liberté** et le **respect**.*

Pénélope Giacardy et Isabelle Boillat, coordinatrices

SOMMAIRE

ALLER VERS LES TDS SUR LEURS LIEUX D'ACTIVITE	5
• Indoor	5
• Outdoor	6
• Une action spécifique envers les travailleurs du sexe	6
• Prévention et promotion de la santé sur Internet	7
ACCUEILLIR, ACCOMPAGNER ET SOUTENIR	9
• Permanences d'accueil	9
• Santé et accès aux soins	10
• Accompagnement social, administratif et juridique	11
• Traite des êtres humains et exploitation	14
• Cours de français pour les TDS	15
FORMER ET SENSIBILISER	16
• Séances d'information et de sensibilisation	16
• Centre Grisélidis Réal	16
• Communication	17
• Expertise et plaidoyer	17
• Formation	18
• Travail en réseau	18
COMPTE ET BILAN	21

ALLER VERS LES TDS SUR LEURS LIEUX D'ACTIVITE

Indoor

En 2017, 258 visites ont été organisées dans 113 salons. Ces visites ont permis la rencontre de **843 personnes**.

709 entretiens ont été menés, dont **503** avec de **nouvelles personnes (71%)** jamais rencontrées auparavant. La durée moyenne des entretiens est de 45 minutes, mais peut parfois durer jusqu'à 2 heures. Les visites sont effectuées en binôme par des médiatrices qui, pour la moitié d'entre elles, ont exercé ou

exercent encore le travail du sexe, ce qui permet plus aisément de libérer la parole.

L'accueil qui leur est réservé dans les établissements est très variable. Dans certains salons, les médiatrices sont très bien reçues, ce qui encourage les travailleuses du sexe à participer de manière active aux séances d'informations. Dans d'autres, l'accueil est glacial, voire hostile ; les échanges sont très limités et les femmes imperméables à nos tentatives de dialogue. Toutefois, malgré ces conditions d'accueil très fluctuantes, 50% des femmes rencontrées pensent changer quelque chose dans leurs pratiques suite à une visite des médiatrices d'Aspasie, selon notre enquête réalisée en décembre 2017.

L'an passé, nous avons observé une importante augmentation des facteurs de risques directs et indirects¹. Nous nous inquiétons des **conditions de travail** qui sont en train de se durcir dans les salons et de certaines **prestations à risques** qui sont monnaie courante. Dans près d'un quart des visites (24%), les établissements comptent plus de quatre femmes. Les contraintes dans les grands salons sont généralement multipliées: concurrence plus forte, désinformation voire encouragement pour des prestations à risques, uniformisation des pratiques et des systèmes de rémunération²... Les récentes modifications législatives risquent d'entraîner à terme la disparition de nombreux petits salons, et donc de favoriser les grandes structures et la dégradation des conditions de travail.



¹ Lors de chaque visite, les médiatrices notent les facteurs de risques observés. Les facteurs de risques directs représentent un risque sanitaire direct (absence de matériel de prévention adapté, proposition de prestations à risques...). Les seconds peuvent avoir des effets sur la santé de manière indirecte (important turnover, non-maîtrise de la langue, forte concurrence, etc.).

² La plupart des salons appliquent le paiement au pourcentage sur les prix des prestations et non un prix forfaitaire de type « système hôtelier »

Lors des visites, un accent particulier est mis sur la **promotion de la santé sexuelle** et les offres de dépistages disponibles (gratuits dans les locaux d'Aspasie deux fois par mois ou à prix préférentiels dans un laboratoire partenaire) ainsi que sur la vaccination contre l'hépatite B (délivrance de bons pour vaccinations gratuites au centre médical du Léman). Les médiatrices échangent également sur la **prévention des violences**, les droits et les devoirs en Suisse, les lieux de ressources en cas de besoins, afin de réunir des conditions de travail favorables pour exercer leur activité en toute autonomie et liberté.

Outdoor

La consolidation du travail de proximité sur les lieux de prostitution extérieurs (Outdoor) s'est poursuivie cette année. Nous avons mené une longue réflexion qui a abouti au redéploiement de l'action de terrain, en vue de développer le pôle Outdoor dans le cadre du projet SWMV+ Arc Lémanique³, soutenu par l'OFSP.

Cette démarche nous conduit à centrer notre action sur les **TDS migrant.e.s vulnérables** (hommes, femmes, trans*) qui exercent dans le quartier Pâquis-Gare, et vise à diffuser les messages du Fairsexwork auprès de l'ensemble des populations qui s'y trouvent, souvent en situation de grande précarité et ne se reconnaissant pas forcément comme travailleur.se.s du sexe (TDS). Elle s'inscrit au **croisement des champs d'action impliquant les questions de migration, de santé et d'identité sexuelle**, et entend favoriser l'intégration et le pouvoir d'agir des personnes migrantes. Cette nouvelle approche nous a permis d'établir **2145 contacts** en 2017, soit une hausse de plus de 50% par rapport à 2016 (1429).

244 accompagnements et relais vers des structures socio-sanitaires ou administratives ont en outre été faits (dépistage, soins, planning familial, cours de français, administration, etc.).

Une action spécifique envers les travailleurs du sexe

Afin de favoriser les rencontres et ancrer notre présence sur le territoire, **des actions spécifiques envers les hommes** sont organisées sur les lieux où peut s'exercer du sexe tarifé (rue, parcs, saunas, centres d'accueil des migrants, etc.). Ces actions nous ont permis de créer **1014 contacts** (dont 20 nouveaux contacts). Des « tournées soupe » (14) ont été réalisées les jeudis soirs dans le quartier des Pâquis, ainsi qu'un repas communautaire réunissant 10 travailleurs du sexe.

Ces actions de prévention, organisées autour d'un repas chaud et dans la convivialité, nous permettent d'aborder l'ensemble des questions liées aux pratiques du sexe tarifé,

³ Migration et facteurs de vulnérabilité au VIH et IST des populations effectuant le travail du sexe sur l'Arc Lémanique, projet mené en partenariat avec Fleur de Pavé (VD).

ainsi que les ressources à mobiliser en cas de besoin. Suite à ces rencontres sur le terrain, des accompagnements individuels sont proposés : **40 personnes** en ont bénéficié en 2017, **dont 18 mineurs non accompagnés** (MNA) : leur situation d'isolement et de précarité extrêmes représente une source majeure de préoccupation, et nous nous trouvons souvent démunis, voire impuissants, à y apporter des solutions appropriés et durables.

En octobre 2017, Aspasia a organisé un événement durant trois soirées au Temple des Pâquis⁴, proposant des **VCT gratuits pour le dépistage de trois IST** (syphilis, gonorrhée et chlamydia) : 29 personnes ont été dépistées. Cette action, menée dans une ambiance chaleureuse (un repas chaud était proposé tous les soirs), a permis l'émergence de problématiques individuelles et collectives. Il est également important de souligner le caractère novateur d'un tel projet sur Genève qui a engendré une étroite collaboration entre des acteurs incontournables dans l'accès aux soins des **migrant.e.s vulnérables** à Genève.

Parallèlement à ces nouveaux modes d'intervention, nous avons poursuivi nos participations à des groupes de travail (GT parcs, tournées communes sur les lieux gays, intégration du GRIP et participation au Collectif Bien Vivre aux Pâquis), de réflexion (élaboration d'un flyer à destination des migrant.e.s vulnérables en partenariat avec la Roseraie et le Centre islamique des Eaux-Vives, participation au Conseil de l'Europe des journées LGBT Roms). Nous avons aussi poursuivi des chantiers engagés en 2016, notamment en ce qui concerne les questions policières en poursuivant le processus de médiation police/jeunes concernant spécifiquement la zone de la gare.

Prévention et promotion de la santé sur Internet

Depuis octobre 2016, Aspasia a créé un **groupe d'échange et de soutien Facebook** (*Conseil travail du sexe suisse*) afin d'entrer en contact avec les travailleur.se.s du sexe qui exercent via Internet. Ce groupe «fermé» a pour objectif de créer des échanges et des discussions entre travailleur.se.s du sexe autour des questions de santé et de droits.



En partenariat avec Fleur de Pavé, le projet de création d'une **plateforme d'annonces** verra le jour au printemps 2018. Le site «Play With Me» **permettra aux TDS de mettre en ligne gratuitement** leurs propositions de services sexuels tarifés et d'entrer en contact avec les clients. Il comportera des **informations** sur la prévention du VIH et des IST et la promotion du SaferSex, ainsi

⁴ Cet événement était organisé en partenariat et avec le soutien de Dialogai & Checkpoint, l'Aide Suisse contre le Sida, 360°, l'Espace Solidaire des Pâquis et les Sœurs de la Perpétuelle Indulgence.

que des **ressources utiles** sur de nombreuses thématiques qui peuvent intéresser les TDS et leurs clients (santé, droits, devoirs, conseils, adresses...). Un **forum de discussion** sera également accessible pour les TDS et sera animé par une personne ayant l'expérience du travail du sexe via Internet.

Ce projet, dont un des objectifs est la réalisation d'une **recherche action**, va permettre d'améliorer les connaissances sur les comportements des travailleur.se.s du sexe qui exercent via Internet, et ainsi développer des actions en conséquence. Il est aussi envisagé la **mise en place d'actions spécifiques visant à sensibiliser les clients** en 2019, notamment grâce à l'ouverture du forum aux clients.



Permanences d'accueil

Depuis le mois de mai 2017, des **médiatrices magyarophones et roumanophones de l'association Boulevards** sont venues renforcer notre équipe afin de répondre aux demandes grandissantes de TDS en provenance de l'est de l'Europe. Cette collaboration a permis de créer de nouveaux ponts entre nos deux associations et a engendré une **hausse importante de la fréquentation de nos permanences** (+13% par rapport à 2016). Elle a surtout considérablement amélioré notre visibilité et nos possibilités d'action auprès des personnes exerçant la prostitution sur le Boulevard Helvétique dans des conditions souvent précaires et ne sachant pas toujours où trouver de l'aide en cas de problème.

En 2017, nous avons répondu aux requêtes de **1361 personnes**. Si le nombre de femmes et d'hommes fréquentant nos permanences est resté relativement stable (femmes +7%, hommes -5%), il importe de relever **une augmentation notable de TDS trans* (+165%, soit 53 personnes)** venu.e.s chercher une écoute et un soutien auprès de nos équipes. Dans le cadre d'un financement de l'OFSP en place depuis 2015, cette action auprès des travailleur.se.s du sexe transgenres (TSTG), une population particulièrement vulnérable, sera encore renforcée en 2018, notamment par le travail de terrain et par des suivis & accompagnements adaptés aux spécificités des TSTG.

Une **permanence pour les nouvelles arrivantes** a été instaurée en mai 2016 pour proposer un service de soutien au processus d'enregistrement administratif pour le permis des 90 jours, fréquemment utilisé par des migrantes européennes qui viennent exercer temporairement le travail du sexe à Genève.

En 2017, nous avons réalisé **162 entretiens** pendant cette permanence particulière, dont **53 avec de nouvelles personnes**. Ces entretiens sont précieux car ils permettent d'informer et d'échanger sur la prévention et la promotion de la santé, les droits et les ressources à mobiliser en cas de difficultés avec des femmes, souvent jeunes et ne connaissant pas toujours les règles du SaferSex, et exerçant le travail du sexe dans des conditions difficiles (82% des personnes reçues travaillent sur le Boulevard Helvétique).

Santé et accès aux soins

➤ *Mise en place d'une offre gratuite de dépistage*

Depuis mars 2017, Aspasia organise deux fois par mois des sessions de dépistage de type VCT (*Voluntary Counseling and Testing*) au sein de ses locaux. Dans un premier temps, les TDS pouvaient bénéficier d'un dépistage **gratuit** du **VIH**, de la **syphilis** et de l'**hépatite B**, auquel s'est ajoutée à partir du mois de juin une offre de dépistage supplémentaire pour la **gonorrhée** et la **chlamydia** par un frottis en auto-prélèvement sur trois sites (gorge, vagin/pénis, anus).

Cette action a remporté un vif succès auprès de nos bénéficiaires qui l'ont sollicitée très fortement : 134 personnes sont venues, **121 ont pu être testées** (demande trop importante par rapport à l'offre proposée). Ces tests ont permis de dépister 6 IST positives (chlamydia : 4, syphilis active : 2), puis d'orienter les cas pour la prise en charge des soins. Afin d'assurer l'accès aux soins pour les personnes dépistées, nous avons également mis en place un **protocole d'orientation et de prise en charge** avec les HUG qui effectuent si besoin des analyses complémentaires et organisent les traitements et leurs prises en charge. Aspasia a également créé un fond d'aide financière « solidarité traitement » afin d'aider les TDS en situation de précarité économique à financer les soins si aucune autre solution n'est possible.



➤ *Suivi santé et accès aux soins*

Grace à la présence d'une infirmière dans notre équipe, nous proposons aux TDS qui le souhaitent des **entretiens organisés autour des questions de santé, de prévention et d'accès aux soins**. 35 personnes ont bénéficié d'un accompagnement individualisé sur leur santé en 2017 (nouvelle action). Ces entretiens permettent de délivrer des informations et conseils de santé individualisés et de travailler les questions de suivi médical et d'accès aux soins pour des personnes qui, dans de nombreux cas, ont un recours très limité aux services de santé en Suisse.

Nous travaillons avec un **réseau de professionnels de santé** avec qui des partenariats sont construits. Malgré cela, nous sommes toujours face à des difficultés grandissantes dans de nombreuses situations, notamment pour les femmes européennes ayant une autorisation de travail de 90 jours mais n'ayant pas d'assurance dans leur pays, situation très fréquente pour les femmes d'origine roumaine et hongroise. Les personnes ayant un permis de séjour en Suisse (B ou C), étant assurées auprès de la LAMal mais ayant une franchise élevée (le plus souvent de 2'500 Frs) ont elles aussi des **difficultés d'accès aux soins**. Les coûts des soins en Suisse restent un des principaux

obstacles, et malgré nos efforts pour trouver des relais efficaces, nous faisons encore face à de nombreux cas de non recours aux soins. En 2018, nous allons développer le pôle santé en organisant des permanences santé avec l'infirmière de notre équipe.

Accompagnement social, administratif et juridique

F., accompagnée depuis deux ans par Aspasia

F. est venue à Aspasia sur les conseils de la LAVI, après avoir subi des agressions de collègues de travail. Lors du 1er entretien, nous avons pris rendez-vous au poste de police afin que F. puisse déposer plainte pour les violences subies. Très fragilisée, elle souhaitait être accompagnée pour le dépôt de plainte. F. ne maîtrisant pas bien le français, nous avons assuré la traduction et un accompagnement soutenu lors de toute cette procédure.

Suite à cette agression, une incapacité de travail lui a été octroyée par un médecin des HUG. Elle présentait des traumatismes physiques et psychiques qui l'empêchaient d'exercer son activité. Comme elle ne pouvait plus exercer le travail du sexe et donc subvenir à ses besoins, la LAVI et Aspasia l'ont soutenue financièrement avant que l'Hospice Général ne prenne le relais. En parallèle des démarches de l'Hospice, la LAVI et Aspasia ont organisé un suivi psychologique en collaboration avec l'association Pluriels.

F. est désormais suivie par une assistante sociale de l'Hospice avec qui nous resterons en lien pour le suivi de situation. Une chambre d'hôtel lui est attribuée dans la campagne genevoise et elle est au bénéfice d'une aide financière.

Suite à l'agression subie, F. souhaite se réorienter professionnellement. Consciente de ses difficultés en français, elle s'inscrit à des cours de français dans diverses structures : la ville de Genève et l'association pour femmes migrantes Camarada. Pour sortir de son isolement, F. participe également à des ateliers proposés par Camarada.

F. obtiendra ensuite une place dans l'appartement communautaire de SOS Femmes, facilitant ainsi la proximité avec ses diverses activités. A la fin du contrat d'hébergement, notre service l'a orientée vers un foyer d'urgence jusqu'à ce qu'elle ait trouvé une solution pérenne pour son logement, ce qui fut le cas cet automne. Toutefois, à ce jour, et malgré nos sollicitations, F. n'a toujours pas de réponse de la justice suite au dépôt de plainte qu'elle a effectué il y a maintenant 2 ans.

Durant l'année 2017, ce sont **280 personnes** (en grande majorité des femmes, 11 trans* et 5 hommes) qui ont bénéficié d'entretiens proposés par le pôle Soutien & accompagnement. Parmi elles, **100 s'adressaient à nous pour la première fois (36%)** et 16 d'entre elles par e-mail uniquement.

638 entretiens auront permis d'informer, d'accompagner dans des démarches ou de soutenir dans un projet les TDS qui s'adressent à nous. Par ailleurs, nous avons dû faire appel une quinzaine de fois à des traducteurs. Parmi nos consultantes, 43 ont quitté le travail du sexe, et 3 n'ont jamais exercé (elles travaillent comme réceptionnistes en salon, ou encore viennent s'informer sans toutefois avoir commencé). Les lieux de travail sont la rue (144 dont 19 sur le Boulevard Helvétique), les salons (32) ou, encore chez elles (23) ou comme escort (5).

Les suivis que nous proposons se construisent sur la base des demandes des consultant.e.s. Nous restons à leur écoute en offrant un accueil non-jugeant. Dans la mesure du possible, nous répondons aux demandes en initiant les démarches requises, ou alors nous relayons les consultantes pour tout ou partie de leurs demandes vers des structures associatives ou institutionnelles plus pertinentes.



Nous constatons que les démarches concernant **les permis, l'assurance maladie ou les impôts** occupent à nouveau en 2017 la majorité de nos suivis. Comme beaucoup de femmes travaillent à Genève depuis 5 ans, le renouvellement de leur permis a été une demande courante. A noter qu'en 2017, les nouvelles arrivées qui travaillent dans un salon se sont vu octroyer des permis L, d'une durée d'une année. L'affiliation aux assurances maladie ou à l'AVS ont aussi été demandées par de nombreuses personnes. L'aide pour les impôts a encore progressé, 164 déclarations ont été remplies. Nous avons décidé de limiter cette action aux personnes encore en exercice et avons orienté les autres vers des permanences sociales ou syndicales.

Par ailleurs, nous suivons régulièrement des travailleuses du sexe durant plusieurs années, et c'est **à nouveau vers nous qu'elles se tournent au moment d'envisager de se retirer de l'activité**, soit pour prendre leur retraite, soit pour envisager une réorientation professionnelle, ou encore au moment de quitter la Suisse. Très souvent, au moment du changement d'activité, se pose la question du regroupement familial. Nous les accompagnons dans ces démarches qui s'avèrent complexes et doivent s'accorder avec le désir très fort qu'elles ont de vivre avec leurs enfants.

Un grand nombre de femmes nous ont fait part de la **péjoration de leurs conditions de travail**, ce qui a occasionné pour elle des retards dans les paiements de leurs factures, notamment celles qui concernent les primes d'assurance maladie. Cette situation a pour conséquence **qu'elles ne vont plus consulter quand des problèmes de santé surgissent**, de peur de ne pas être prises en charge et de ne plus pouvoir payer les factures qui en résulteront. Ainsi, plusieurs situations très alarmantes nous

ont interpellées et nous avons entamé avec notre collègue infirmière une réflexion sur l'accès aux soins des personnes que nous suivons.

Nous avons également accompagné 7 femmes dans le cadre de leur grossesse. Ces suivis sont conséquents car ils impliquent souvent un arrêt progressif de l'activité et la nécessité de trouver de nouvelles sources de revenu ainsi qu'un nouveau logement. Nous sommes également sollicitées lorsque les TDS sont victimes d'agression. Nous les accompagnons pour déposer plainte, s'assurer du suivi de celle-ci - le cas échéant avec un.e avocat.e - et bénéficier d'un suivi psychologique. Dans ces deux cas de figure, nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres instances, telles que la LAVI, SOS Femmes, l'ilotier du quartier, l'Hospice Général ou Pluriels pour ne citer que les plus importantes.



En 2017, nous avons à nouveau constaté des situations très préoccupantes d'**exercice du travail du sexe sous contrainte**. Avec ces personnes, des femmes pour la plupart, nous cherchons avant tout à établir un lien de confiance et les accompagnons pour répondre à leurs demandes (p.ex. suivis de grossesse, rédaction de courriers) ou leur proposons des lieux d'hébergement, afin de prendre du recul sur leur situation. Mais ces suivis restent très complexes, tant il est difficile pour elles de verbaliser leur situation d'exploitation, d'en prendre conscience et d'envisager d'autres avenir possibles.

Une autre question qui aura fréquemment, tout comme en 2016, occupé nos consultations, est lié aux restrictions de périmètre pour l'exercice du travail du sexe autour du Boulevard Helvétique, et les amendes notifiées à celles qui enfreignent l'interdiction. En effet, les amendes sont souvent adressées avec beaucoup de retard

(12 ou 18 mois ne sont pas rares), et arrivent alors en nombre. Les travailleuses du sexe se retrouvent ainsi avec des montants cumulés importants à régler, et ne parviennent pas à faire face à ces dépenses supplémentaires.

Enfin, notons encore que **la stigmatisation et les discriminations** pour celles et ceux qui exercent ou ont exercé le travail du sexe restent une réalité indissociable de l'exercice de cette activité. Nous échangeons beaucoup autour de ces thématiques et du secret qui entoure la prostitution. Nous sommes ainsi amenées à intervenir auprès d'institutions ou de tiers pour veiller à ce que les TDS soient reçues et leurs demandes traitées avec tout le **respect requis**. Nous intervenons également lors de harcèlement ou de menaces de divulgation de l'activité, pour faire cesser les troubles. De même, l'utilisation d'images sur internet par des tiers, ou qui ne sont plus d'actualité mais continuent à être présentes sur la toile, posent problème et leur utilisation peut être constitutive d'atteinte illicites à la personnalité.

Traite des êtres humains et exploitation

L., rencontrée la première fois au Bus Boulevards :

L. est venue en 2016 en Suisse depuis la Roumanie pour exercer le travail du sexe. Sa situation personnelle et financière l'avait incitée à prendre cette décision et le choix de venir à Genève lui avait été guidé par un homme qu'elle connaissait dans sa petite ville de Roumanie. Se sentant difficilement capable de venir seule exercer à Genève, qu'elle ne connaissait pas, elle avait conclu un accord avec lui : lui garantissait un lieu de travail et un hébergement, elle lui reversait la moitié de ses gains.

Le contrat n'a pas été respecté par cet homme qui lui demandait de reverser la quasi intégralité des revenus de chaque soir, et usait d'une très forte violence physique et psychologique sur elle.

Malgré des lésions et une fracture aux côtes, L. n'a jamais été se faire soigner à Genève, n'ayant pas d'assurance maladie et n'ayant pas d'argent pour payer ses frais médicaux. Elle échangeait souvent avec les équipes de Boulevards, mais ne disait rien de sa situation.

Après de nombreuses propositions, elle se décida finalement à venir chez Aspasia pour demander de l'aide. Un accompagnement soutenu fut mis en place. Des soins médicaux se révélèrent nécessaires, ainsi que la recherche d'une solution d'hébergement d'urgence. Des entretiens toutes les semaines furent organisés afin de mettre en œuvre des démarches adaptées à son projet de vie. Enfin, un travail en réseau avec la LAVI et le CSP fut mis en place pour assurer les différentes prises en charge.

Aspasia est membre du Mécanisme genevois de coopération dans la lutte contre la traite des êtres humains depuis plusieurs années. En 2017, face à l'accroissement de

situations inquiétantes, nous avons souhaité mettre l'accent sur les difficultés d'accès aux soins pour les victimes de traite à Genève.

En 2017, **deux personnes victimes d'exploitation sexuelle** ont été accompagnées par notre structure. Une quinzaine de situations de traite et/ou d'exploitation sexuelle ont été identifiées et un travail spécifique et confidentiel a été mis en place cette année et sera consolidé en 2018.

Cours de français pour les TDS

Nos cours de français répondent à des demandes spécifiques : d'une part, les travailleur.se.s du sexe ont besoin de pouvoir se débrouiller dans leur travail au quotidien en s'exprimant en français. Maîtriser le français est un **élément fondamental d'autonomie** et permet de prévenir des situations de violences qui pourraient être liées à des malentendus ou des malveillances de la part de tiers, par exemple lors de négociations avec des clients ou avec des responsables de salons ou d'agences. D'autre part, nombre de TDS souhaitent préserver une certaine discrétion sur leur activité, ce qui peut parfois s'avérer compliqué dans d'autres contextes d'enseignement. Associé à la crainte du stigmate, de nombreuses TDS n'osent pas suivre des cours de français à l'extérieur.



Nous privilégions ainsi un apprentissage du français appliqué à des situations concrètes liées au travail du sexe. Ici encore, **l'objectif est de donner aux TDS les moyens d'agir au mieux de leurs intérêts**. Il nous arrive également d'être ponctuellement sollicités pour la rédaction de CV ou pour des présentations verbales de leur parcours de vie en cas de désir de réorientation professionnelle.

En 2017, **99 cours ont été organisés par Aspaspie pour 45 personnes** (niveaux allant de A1 à C2). En 2018, les cours seront déplacés dans nos bureaux, pour un accès plus commode. Nous remercions particulièrement Fedpol et le BIE qui nous soutiennent dans cet objectif d'intégration et d'*empowerment* des TDS, ainsi que la professeure Eva qui a travaillé bénévolement une grande partie de l'année 2017.

Comme chaque année en décembre, une **soirée festive** destinée à tous nos bénéficiaires a été organisée. En 2017, la fête s'est tenue à l'Espace Solidaire Pâquis, en collaboration avec la HETS. Des étudiants en travail social ont proposé une pièce de théâtre forum intitulée « Nuit d'ivresse » abordant des thématiques d'actualité pour les travailleuses du sexe. Plus de 70 bénéficiaires ont répondu présent.e.s, savouré un repas préparé par deux TDS, et reçu des cadeaux offerts par SOSPM.

Séances d'information et de sensibilisation

Le projet des "Cours de sensibilisation en faveur des travailleur.se.s du sexe à Genève" découle de l'une des recommandations de la Cour des Comptes dans le cadre du rapport « Evaluation de la politique publique en matière de prostitution », élaboré en décembre 2014. Il a été inscrit dans la Loi modifiant la loi sur la prostitution (LProst) du 12 mai 2017.

Le projet, mené en partenariat avec SOS Femmes, consiste en la mise en place de séances d'information et de sensibilisation pour les personnes débutant le travail du sexe dans le canton de Genève. Il a pour axes prioritaires les **questions d'ordre sanitaire**, le **cadre légal** suisse et genevois encadrant la prostitution, l'information sur **l'exploitation** et la **traite des êtres humains** et **les moyens de s'en protéger**, les **risques** de la profession et les **ficelles du métier**, ou encore les **adresses utiles** et les **associations ressources**.

En 2017, nous avons commencé à élaborer le contenu des séances et prévoyons de mettre en œuvre le projet en 2018.

Informé, c'est donner le pouvoir : nous sommes convaincus que ces informations, qui seront dispensées aux TDS - par des pairs notamment - en huit langues et dans un cadre neutre et non-jugeant, contribueront significativement à augmenter leur **pouvoir d'agir** et leur **libre-arbitre** dans l'exercice de leur activité. En outre, elles répondront à des objectifs de santé publique et de lutte contre la prostitution illicite, à l'heure où les **demandes de la part de clients pour des prestations non protégées** sont en augmentation, et où les constats de prostitution exercée sous **contrainte** se multiplient.

Centre Grisélidis Réal

2017 a marqué le début du **projet d'archivage du Fonds Grisélidis Réal** légué par sa famille à Aspasia. Ce **fonds unique sur la prostitution**, de portée internationale et constitué par Grisélidis Réal pendant toutes ses années de militance pour la cause des TDS en Suisse et à l'étranger, sera prochainement mis à disposition des chercheurs, étudiants, artistes et de tout autre personne intéressés par la thématique.



Nous remercions très chaleureusement les

Fondations Michalski et **Sandoz** pour leur soutien et leur encouragement à mener à bien cet objectif de conservation et de mise à disposition du grand public d'un fonds si précieux. Grâce à elles, la première phase d'archivage (*récolement*) a pu être réalisée en 2017, et nous sommes confiants que nous réussirons à mener à terme ce beau projet en 2018 encore.

C'est une mission qui nous tient particulièrement à cœur, en ces moments troubles où des pays voisins adoptent des **lois iniques et liberticides sur la prostitution**⁵, sous le prétexte fallacieux de défendre les TDS.

Informé, sensibiliser le public et plaider en faveur de la cause des TDS continueront à faire partie de nos priorités pour 2018 et les années à venir.

Communication

En 2017, nous avons entièrement remodelé notre site internet www.aspasie.ch. La nouvelle version, plus claire et facilement accessible de n'importe quel support mobile, apporte de nombreuses informations utiles aux TDS et à toute personne intéressée par la thématique de la prostitution. La prochaine étape sera d'engager une recherche de fonds afin de **traduire notre nouveau site en plusieurs langues** et d'assurer ainsi une meilleure visibilité de nos actions et des ressources que nous mettons à disposition des TDS.

Durant l'année écoulée, nous avons en outre répondu à **11 sollicitations de la presse écrite, 6 émissions télévisées** et **4 émissions radios**. Un grand nombre de requêtes concernaient la mise en place des séances d'information et de sensibilisation, ainsi que d'autres aménagements prévus par la nouvelle LProst genevoise entrée en vigueur au printemps 2017.

Expertise et plaidoyer

En novembre, nous avons participé à une conférence, organisée par le Foraus dans le cadre des **Semaines contre la traite des êtres humains**, qui réunissait l'OIM ainsi qu'une experte indépendante sur le thème de l'«exploitation au sein du plus vieux métier du monde: regards croisés sur une dimension de la traite des êtres humains». Nous sommes également intervenus lors de



⁵ Notamment le principe de pénalisation du client adopté récemment par la France et qui contribue de manière significative à augmenter la précarisation et les risques sanitaires encourus par les TDS : http://www.lemonde.fr/societe/article/2018/04/12/un-bilan-severe-des-effets-de-la-loi-de-2016-sur-la-prostitution_5284325_3224.html.

rencontres transfrontalières réunissant les acteurs associatifs, politiques et judiciaires concernés par la prostitution en Suisse et en France voisine.

Si nous saluons l'inscription dans la loi des séances d'information et de sensibilisation pour les TDS primo-arrivant.e.s, la nouvelle mouture de la LProst est restée l'un de nos focus en 2017. Nous regrettons notamment le maintien de l'interdiction faite à deux TDS de partager un local sans se constituer en salon, un aspect **discriminant et contraire selon nous aux objectifs de protection** des TDS revendiqués par la loi.

La **Ville de Zurich** l'a d'ailleurs bien compris, elle qui est revenue en arrière et **autorise à nouveau deux TDS à partager un local** sans obligation de s'inscrire en tant que salon.⁶

Formation

Par ailleurs, nous avons continué notre **travail d'information et de sensibilisation** à travers des ateliers et des entretiens avec des étudiants provenant de différents lieux de formation (écoles de culture générale, hautes écoles, universités) et intéressés par la thématique de la prostitution (**218 étudiants rencontrés**). Nous avons également reconduit notre collaboration avec la HETS en participant une nouvelle fois à la création de pièces de théâtre interactives avec des TDS.

Depuis septembre 2017, nous avons le plaisir d'accueillir Magali Bonnet, stagiaire HETS de dernière année à temps partiel, au sein de notre équipe. Désireuse d'approcher la réalité de notre association, elle s'implique dans la majorité de nos projets afin de saisir un large éventail de nos prestations.

Travail en réseau

- **Le projet SW/MV+ « Migration et facteurs de vulnérabilité au VIH et IST des populations effectuant le travail du sexe sur l'Arc Lémanique**

Ce projet, mené en partenariat avec l'association vaudoise **Fleur de Pavé**, est financé par l'OFSP depuis 2015.

Les objectifs principaux sont la prévention et la promotion de la santé, ainsi que le SaferSex et la réduction des risques, par le transfert et l'échange de compétences spécifiques, le renforcement et le



⁶ Neue Zürcher Zeitung, 30.11.2016 : <https://www.nzz.ch/zueroich/zueroicher-gemeinderat-eine-neue-chance-fuer-die-diskrete-prostitution-ld.131821>.

développement d'un meilleur accès aux informations de prévention, aux dépistages, aux soins et aux ressources du réseau médico-socio-administratif, des populations qui exercent le travail du sexe, notamment celles touchées par une **vulnérabilité et une précarité accrues dues à la migration** (MSW, Trans *, migrant.e.s, Internet).

Grace à ce projet, nous avons pu développer des actions de terrain et d'accompagnement auprès de ces publics cibles, et mettre en place une offre gratuite de VCT en partenariat avec le GSG et les HUG, et avec le soutien financier de l'ASS.

En 2018, le projet accueillera deux nouvelles associations partenaires : Le **P.A.S.S.** (NE) et **Grisélidis** (FR).

➤ **ProCoRé**

Aspasie est membre de ProCoRé, **réseau national** d'organisations, de projets et de personnes actives sur le terrain de la prostitution et qui se donne pour mission de défendre les intérêts des TDS en Suisse (www.sexwork.ch). En fonction des besoins, ProCoRé crée des groupes de travail, prend position face aux diverses décisions politiques (motions, initiatives, projets de lois, etc.) et, par ce biais, donne une voix aux TDS.



En 2017, le groupe de travail *Droit et Politique* a continué à se pencher sur les questions de l'exercice du travail du sexe en tant qu'indépendant.e ou salarié.e, en vue d'aboutir à une prise de position commune sur les *best practices* à adopter. Cette prise de position servira de base pour continuer **notre travail de militance pour la défense des intérêts des TDS** auprès des autorités cantonales et fédérales.

➤ **CoRom**

La CoRom (Coordination Romande) est un collectif d'associations actives en Suisse romande et qui bénéficient de fonds de l'Aide suisse contre le sida (ASS). Grâce à la mise en commun des compétences et à l'expertise de ses membres, ainsi qu'au travers de la création d'un fond participatif auquel les associations reversent la moitié de leurs subventions, elle contribue à créer des synergies fructueuses et promeut des **projets d'envergure régionale**. Grâce à ce réseau, Aspasie a notamment pu mettre en œuvre son projet innovant de plateforme d'annonces pour TDS élaboré avec d'autres associations de Romandie (voir le chapitre « SW/MV+ » en page 18).

➤ **Réseau Femmes**

Dans la continuité des années précédentes, Aspasie a participé au Réseau Femmes de façon régulière. En 2017, le dépliant du Réseau Femmes a été réédité et un site internet créé. Des groupes de travail se sont penchés sur divers projets.

Aspasie s'est fortement impliquée dans la création d'un Fonds d'entraide et de solidarité destiné aux usagères de nos institutions. Aspasie est également membre du comité de l'association **Aux 6 Logis** qui a été créée en 2016 sous l'impulsion de F-Information, SOS Femmes et Aspasie. Aux 6 logis est un projet de logements relais pour des femmes en difficultés.

En mars 2017, deux appartements et une maison comprenant 2 logements ont été proposés par la Gérance Immobilière Municipale. Les recherches de fonds et l'organisation de travaux de rénovation ont mobilisé les intervenants durant toute l'année ; les logements devraient être disponibles au printemps 2018.

➤ *Autres partenaires*

Pour leurs précieuses collaborations nous adressons nos remerciements chaleureux aux diverses structures, énumérées ci-dessous:

360°, Agnodice, Aide Suisse contre le Sida (ASS), Anabio, Appartenances-Genève, Association de Défense des Travailleuses du Sexe (ADTS), Association des locataires (ASLOCA), Bains des Pâquis (AUBP), Bien vivre aux Pâquis, Boulevards, CAPAS, Caritas GE, Centre de Contact Suisses Immigrés (CCSI), Centre LAVI GE, Centre Médical du Léman, Centre Social Protestant (CSP), Chambre de l'économie sociale et solidaire (AprèsGE), Checkpoint Genève, Commission pluridisciplinaire sur la prostitution GE coordonnée par le département de la Sécurité et de l'Economie (DSE), Coordination Asile, Département de la Culture et du Sport Ville de GE (invitations aux spectacles), Coordination VIH GE, Dialogai, Direction Générale de la Santé (DGS), Dr Bourrit, Espace Solidaire Temple des Pâquis (ESP), Fondation officielle de la jeunesse (FOJ), Groupe Sida GE (GSG), Haute école de travail social (HETS), HUG notamment CAMSCO, Gynécologie et Dermatologie, Hospice Général (HG), Ilotiers de la gendarmerie des Pâquis, de Cornavin et de Rive, International Committee on the Rights of Sex Workers in Europe (ICRSE), Maison de Quartier des Pâquis, Mécanisme de coopération contre la traite GE, Mesemrom, Ministère Public, Network for Sexwork Projects (NSWP), Office fédéral de la santé publique (OFSP), Païdos, Partage, Pluriels, Police de Genève Brigade contre la traite et la prostitution illicite (BTPI), Première Ligne, Réseau femmes GE, Service juridique de l'Office cantonal de la population (OCPM) , La Roseraie, Service de protection des mineurs (SPMIGE), Service du médecin cantonal, Service social du Centre Islamique de Genève, Sexualité et Handicaps Pluriels (SEHP), Service Social International (SSI), SOS Femmes, SOSPM, STAMM, Survivre aux Pâquis (SURVAP), Taskforce RMNA, Unité d'Action Communautaire des Pâquis (UAC), Unité de Santé Sexuelle Planning Familial GE (USSPF), Santé Sexuelle Suisse (SSS), Université de Genève (UNIGE).

COMPTES ET BILAN

COMPTE DE RESULTAT 2017 ET 2016

		Budget 2017 CHF	1.1.2017 au 31.12.2017 CHF	1.1.2016 au 31.12.2016 CHF
Subventions	(note 2/c)	717'858.00	789'918.00	734'028.00
Dons et cotisations	(note 2/d)	18'500.00	23'083.45	3'880.00
Vente de matériel de prévention		11'000.00	9'163.00	10'972.60
Autres produits	(note 2/e)	8'700.00	11'731.10	14'736.00
Etat de GE, emplois de solidarité(EdS)	(note 2/e)	7'444.00	10'339.20	3'877.20
Rbt Ass. Boulevards, salaires et charges	(note 2/e)	139'000.00	149'233.00	139'133.00
Total des produits		902'502.00	993'467.75	906'626.80
Frais du personnel	(note 3/f)	797'310.00	794'316.10	788'623.50
Frais des activités et des projets	(note 3/g)	48'500.00	102'924.57	20'517.56
Achats de matériel de prévention		11'000.00	10'476.40	11'180.87
Frais administratifs & autres charges	(note 4/h)	72'432.00	52'143.90	78'716.97
Total des charges		929'242.00	959'860.97	899'038.90
Excédent des (charges)/produits		(26'740.00)	33'606.78	7'587.90
Résultat financier	(note 4/i)	(380.00)	(252.25)	(383.76)
Excédent des (charges)/produits		(27'120.00)	33'354.53	7'204.14

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 ET 2016

	2017	2016
	CHF	CHF
ACTIF		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>		
Liquidités	126'661.06	95'614.75
Stock	1'417.00	2'462.50
Actifs transitoires	58'961.67	51'766.40
Total actif circulant	187'039.73	149'843.65
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>		
Garanties bancaires	5'753.30	5'752.70
Total actif immobilisé	5'753.30	5'752.70
TOTAL ACTIF	192'793.03	155'596.35
PASSIF		
<u>CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME</u>		
Créanciers divers	13'123.10	13'454.60
Passifs transitoires	37'464.85	33'291.20
Total capitaux étrangers à court terme	50'587.95	46'745.80
<u>FONDS AFFECTES</u> (note 1/a)		
Fonds affectés projet Assit.Juridique et Judiciaire	3'279.40	3'279.40
Fonds affectés projet Secrétariat	6'300.00	6'300.00
Fonds affectés projet Parc Informatique	5'286.10	5'286.10
Fonds affectés projet Site Internet	4'000.00	4'000.00
Fonds affectés CGR	8'896.90	0.00
Fonds affectés Plateforme Playwithme	12'000.00	0.00
Total fonds affectés	39'762.40	18'865.50
<u>CAPITAUX PROPRES</u> (note 1/b)		
Capitaux propres au 1er janvier	30'985.05	23'780.91
Fonds de réserve trésorerie	50'000.00	50'000.00
Fonds de réserve ajustement salaire	9'000.00	9'000.00
Excédent des (charges)/produits	12'457.63	7'204.14
Total fonds propres	102'442.68	89'985.05
TOTAL PASSIF	192'793.03	155'596.35

COMITÉ

Présidente

Sara Arsever;

Bureau

Sara Arsever, Sylvie Arsever, Christoph Jakob, Claudette Plumey, Elizabeth Zibung;

Membres

Marie Anderfuhren, Sara Arsever, Sylvie Arsever, Wania Correia, Agnes Földhazi, Christoph Jakob, Claudette Plumey, Sandra Rodriguez, Marianne Schweizer, Sylvain Thévoz, Tania Tornay, Hélène Upjohn, Elizabeth Zibung ;

REMERCIEMENTS

Nous remercions très chaleureusement les membres cotisants, les membres du comité et les employé.e.s, qui s'engagent tout au long de l'année pour permettre la mise en œuvre de la mission exigeante d'Aspasie. Merci aussi aux **travailleuses et travailleurs du sexe qui nous font confiance** et nous apprennent tous les jours comment améliorer nos prestations pour rester en adéquation avec les réalités de terrain. Notre reconnaissance toute particulière à :

Comité d'honneur

Sandro Cattacin, Ruth Dreifuss, Liliane Maury-Pasquier, Albert Rodrik, Carlo Sommaruga ;

Subventions

Ville de Genève (Département de la Cohésion sociale et de la solidarité), Office fédéral de la santé publique (OFSP), Aide Suisse contre le Sida (ASS, CoRom), Etat de Genève (DEAS) ;

Dons

Communes: Aire-la-Ville, Avusy, Bardonnex, Carouge, Céligny, Choulex, Meinier, Meyrin, Onex, Plan-les-Ouates, Pregny-Chambésy, Satigny, Thônex, Vandœuvres, Vernier ;
Fondations Michalski et Sandoz ; SOSPM

Mandataires

Zoé Blanc Scuderi, Cadratin, Tamara Katz ;

Supervision

Gilles Hourton; Marie-José Lacasa, Joanna Pióro Ferrand ;

Services IT

HTS High-Tech Services Sàrl, Thales IT, HelpMaybe;

Photographies

Eric Roset (p.8 et 13) ; Collection privée (p.16) ;

Imprimerie

BSA Print Solutions;





36, rue de Monthoux, 1201 Genève, T 022.732.68.28, aspasie@aspasie.ch

Ce rapport est téléchargeable sur notre site www.aspasie.ch.

Rapport 2017 | Coordination: Isabelle Boillat & Pénélope Giacardy.